

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article725>



Désarmement nucléaire : les candidats à la présidentielle prennent position

- Accueil - Elections - Elections 2012 -

Date de mise en ligne : mardi 24 janvier 2012

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le 29 novembre 2011, le président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire, Jean-Marie Matagne, a écrit aux candidates et candidats déclarés à l'élection présidentielle de 2012 une [lettre](#) leur proposant cinq engagements précis en faveur de l'abolition des armes nucléaires, parmi lesquels la consultation des Français par référendum.

Les réponses qui nous sont parvenues émanent de Nathalie ARTHAUD (Lutte Ouvrière), Jean-Luc MELENCHON (Front de Gauche), Nicolas DUPONT-AIGNAN (Debout la République). François HOLLANDE n'a pas répondu mais a fait savoir par ailleurs qu'il se portait "garant de la capacité de dissuasion nucléaire de la France" et assumerait sans complexe la prérogative d'appuyer sur le bouton nucléaire. Eva JOLY s'est exprimée il y a plusieurs mois sur le sujet ; elle n'a pas réagi à la déclaration de François Hollande.

Si d'autres réponses nous parviennent prochainement, nous les publierons sur le site d'ACDN, ainsi que les remarques que chacune des réponses nous inspire.

Voir en fin d'article les réponses des candidats de 2007 aux interpellations d'ACDN et celles de Julien DRAY et François HOLLANDE au nom du Parti Socialiste, en 2006.

Nathalie ARTHAUD

Nathalie Arthaud

► Lutte Ouvrière

Pantin, le 26 décembre 2011

Monsieur,

C'est tardivement que je réponds à votre lettre du 29 novembre 2011, mais mon emploi du temps m'a laissé peu de disponibilités.

Je vous rejoins sur le constat que les armes de destruction massive, nucléaires ou non, constituent un danger permanent.

Mais j'ajoute : comme en constitue un la prolifération des armes classiques. Le bombardement de Dresde, en 1945, avec des bombes tout à fait classiques, a fait autant de victimes que la bombe d'Hiroshima. Et, bien que la bombe nucléaire n'ait pas été utilisée depuis Hiroshima, depuis cette date d'août 1945, plusieurs millions d'enfants, de femmes et d'hommes sont morts dans diverses guerres locales ou régionales.

Combien de tués par tous les autres bombardements de la guerre du Golfe ? 100 000, 200 000 ? Quant à la dernière guerre, en Irak, voici le bilan : pour les Etats-Unis déjà, dont le gouvernement fait payer à la population les 770 milliards de dollars que la guerre a coûté au budget, 4 500 soldats ont laissé la vie et 32 000 autres ont été blessés,

sans compter tous ceux qui en garderont des séquelles psychologiques.

Mais c'est la population irakienne qui a été la principale victime : au moins 100 000 morts, plusieurs centaines de milliers selon certaines estimations, plus de 1 300 000 réfugiés. L'économie du pays est détruite, une grande partie de la population vit dans la misère, des services de base comme la distribution de l'eau et de l'électricité sont mal assurés, et l'extraction du pétrole, principale richesse du pays, se situe à un niveau très faible. Mais, déjà, des vautours des pays impérialistes lorgnent vers le marché de la reconstruction, estimé à plus de 180 milliards de dollars. Voici le bilan d'une guerre menée par la plus grande puissance impérialiste avec des armes dites classiques !

Le problème de l'armement n'est pas dans son caractère nucléaire mais dans l'irresponsabilité de ceux qui dirigent la société et qui, pour imposer leur ordre mondial, sont prêts à lancer des guerres contre les peuples.

Quand bien même tous les Etats qui siègent à l'ONU adopteraient votre appel, cela ne protégerait aucunement les populations des guerres, locales ou régionales, qui n'ont pas cessé un instant depuis 1945.

Cela me convainc encore plus de militer sur le terrain sur lequel j'ai choisi de lutter, celui de la nécessité d'une transformation radicale de la société, sans laquelle l'humanité retournera à la barbarie, avec ou sans le nucléaire.

Recevez, Monsieur, mes sincères salutations.

Nathalie ARTHAUD

Jean-Luc MELENCHON

- ▶ Jean-Luc Mélenchon
- ▶ Candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle
- ▶ Député européen
- ▶ www.jean-luc-melenchon.fr

Les Lilas, le 11 janvier 2012

Monsieur le Président,

Vous m'interrogez sur le désarmement nucléaire et plus précisément sur cinq engagements précis afin de savoir s'ils font partie de mon programme présidentiel.

Je souhaite auparavant vous préciser dans quel cadre je prendrai les décisions concernant la politique internationale de la France.

Désarmement nucléaire : les candidats à la présidentielle prennent position

Créer les conditions de la paix passe par l'organisation de la sécurité collective et du désarmement. L'action de la France doit être guidée par notre participation à la coopération internationale et fondée sur la solidarité des luttes sociales en Europe et dans le monde, la défense des droits de l'homme et en particulier le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en opposition avec le droit d'ingérence. Il s'agit de réaffirmer la seule légitimité des Etats souverains en matière de politique internationale. Cette conception des relations internationales fondée sur les Etats-nations impose de conforter la puissance de la France, c'est-à-dire sa capacité à infléchir la volonté d'autrui. C'est la résultante de sa capacité économique, son potentiel scientifique et technologique, mais aussi sa capacité militaire. La France doit exercer pleinement sa souveraineté au service de la paix.

Le programme du Front de Gauche est très clair : « La France rompra avec l'alignement libéral et atlantique, la politique de la force et d'intervention militaire, et avec les logiques de puissance pour agir en faveur de la paix, du règlement des conflits et du rétablissement du droit international. Nous agissons pour la dénucléarisation, pour le désarmement multilatéral. » C'est donc bien dans le cadre d'une négociation multilatérale que nous entendons tendre vers le désarmement nucléaire.

Je conduirai une politique très active en faveur du désarmement multilatéral et je m'engage à proposer, ainsi que vous le demandez, aussitôt au nom de la France, aux autres Etats nucléaires, signataires ou non du Traité de Non Prolifération, d'ouvrir des négociations en vue d'éliminer toutes les armes nucléaires, sous un contrôle strict et efficace et dans le cadre d'un véritable système de sécurité internationale.

Vous me proposez également de consulter dans les plus brefs délais le peuple français par référendum sur la question de l'élimination complète des armes nucléaires. Le programme du Front de Gauche précise comment nous voulons renforcer et amplifier la souveraineté directe du peuple. La démocratie participative sera inscrite dans la Constitution. Le référendum, ou toute autre forme d'intervention populaire directe, pourra être initié par voie de pétition réunissant un pourcentage conséquent de la population. Le recours au référendum est donc un instrument de l'implication populaire permanente auquel je suis très attaché. Ma position est claire sur le désarmement nucléaire multilatéral. Dans ce cadre, la convocation d'un référendum pourrait permettre de la renforcer face aux forces réactionnaires qui soutiennent le statu quo, tant en matière de dissuasion que de nucléaire civil.

Je continue cependant à être opposé à un désarmement unilatéral. En effet, la dissuasion est la garantie ultime de la sécurité et de l'indépendance de la France. Elle a pour objectif d'empêcher tout Etat de croire qu'il pourrait porter atteinte aux intérêts vitaux de la nation sans s'exposer à des risques pour lui inacceptables. Elle doit s'en tenir à la juste suffisance. Au fur et à mesure de la réduction des arsenaux nucléaires notamment des Etats-Unis et de la Russie, la France réduira le nombre de têtes nucléaires. Vous me demandez de m'engager à suspendre la mise en service de nouveaux armements nucléaires tels que le 4ème SNLE-NG, le missile M51, le missile ASMP-A. D'autres décisions significatives peuvent être prises pour démontrer ma volonté de désarmer, tel que l'abandon d'une des deux composantes de la dissuasion ou réduire les crédits consacrés à la dissuasion. Il s'agit de prendre des décisions qui ne mettront pas en défaut la posture de la dissuasion afin qu'elle demeure crédible tout le temps pendant lequel les négociations sur le désarmement nucléaire dureront. De la même façon, je ne peux m'engager à ne jamais utiliser d'arme nucléaire contre quelque peuple que ce soit, cet engagement serait de mon point de vue contre-productif pour la cause de la paix que je défends.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes cordiales salutations.

Jean-Luc Mélenchon

Nicolas DUPONT-AIGNAN

vendredi 20 janvier 2012

▶ par courriel

A l'attention de Monsieur Matagne

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu votre courriel à l'adresse des candidats à l'élection présidentielle de 2012 concernant leurs positions sur les armes de destruction massive, nucléaires ou autres.

Croyez bien que, tout aussi attaché que vous au respect de la vie, je suis farouchement opposé à toute entreprise d'élimination des êtres humains, et ne puis que condamner avec la plus grande fermeté l'emploi d'armes de destruction massive, voire d'atteinte à l'intégrité physique.

C'est la raison pour laquelle j'ai milité vigoureusement contre les armes à sous-munitions et encourage vivement les efforts conduits par l'association Handicap International pour la signature, par tous les pays du globe, de la convention de destruction de ces armes.

Concernant l'arme nucléaire, je ne l'envisage que comme élément de dissuasion garantissant l'indépendance nationale. Si le Général de Gaulle, qui ne peut pas être soupçonné de mépris pour l'humanité, a souhaité doter la France de l'arme nucléaire, c'est précisément parce que, dans le contexte de guerre froide d'alors, il ne souhaitait pas que le sort de la France soit tributaire des décisions de l'un des deux géants, les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

La situation a certes changé, mais les zones de conflits se sont déplacées, de nouvelles puissances régionales ou à vocation globale ont développé l'atome militaire, tout comme le fait que certains pays non démocratiques se soient dotés de l'arme nucléaire, tout ceci renforce ma conviction selon laquelle nous devons conserver une force de dissuasion.

En revanche, je suis tout à fait favorable à poursuivre les négociations pour la signature, par le plus grand nombre d'Etats, de traités de non prolifération.

Tels sont, Monsieur le Président, les principes qui inspirent mon projet présidentiel sur ce sujet.

Bien Cordialement.

▶ Nicolas DUPONT-AIGNAN
▶ Candidat à la présidence de la République
▶ Député de l'Essonne - Maire d'Yerres

Nous attendons les réponses des autres candidats.

François HOLLANDE

Au 23 janvier 2012, nous n'avons pas reçu de François Hollande une réponse directe à la lettre du 29 novembre 2011. Mais une réponse partielle, indirecte et négative se trouve dans sa tribune libre parue dans *Le Nouvel Observateur* le 22 décembre 2011, que nous reproduisons ci-dessous.

TRIBUNE. "Dissuasion nucléaire : je maintiendrai", par François Hollande

Le candidat socialiste dévoile, en exclusivité, les grandes lignes de sa doctrine fondée sur "l'adaptation", et non pas sur la remise en cause.

"La dissuasion nucléaire est indissociable de notre statut de grande puissance, comme l'est aussi notre participation au Conseil de sécurité des Nations unies, avec un droit de veto auquel je n'entends pas renoncer. Elle est le recours ultime et suprême de notre pays s'il était menacé dans son intégrité ou son existence. Le contexte international actuel ne laisse pas présager que le temps de la dissuasion nucléaire serait désormais dépassé : de nouvelles puissances sont apparues durant les quinze dernières années, d'autres ont cherché et cherchent encore à émerger dans ce domaine. Alors que de nombreux pays arment ou réarment, nous ne devons pas baisser la garde : notre effort pour la paix dans le monde, pour le désarmement et pour la construction européenne, va de pair avec notre volonté de préserver les intérêts vitaux de notre nation. Dans un monde désormais multipolaire et face à une menace multiforme, vouloir la paix ne saurait s'envisager par un désarmement unilatéral. Un responsable politique ne peut ignorer que l'histoire est tragique.

"Je veux donc, si je suis élu président de la République, m'inscrire dans la continuité de Pierre Mendès France qui décida, en tant que président du Conseil, la fabrication d'une arme nucléaire, de Charles de Gaulle, qui eut la volonté farouche de construire notre dissuasion en conservant sa pleine indépendance, de François Mitterrand, qui ne recula pas quand les SS 20 étaient à l'Est. Je fais miens ses mots : "La stratégie de la France, pays détenteur de l'arme nucléaire, n'est ni offensive, ni défensive, elle est de dissuasion, ce qui veut dire, en termes encore plus simples, qu'elle a pour but essentiel d'empêcher le déclenchement de la guerre." La dissuasion nucléaire demeure aujourd'hui encore la garantie fondamentale de notre sécurité. Elle nous donne le pouvoir d'être maîtres de nos actions, de notre politique, de la pérennité de nos valeurs démocratiques et de notre destin. Dès lors, il ne saurait être question pour moi de transiger avec notre indépendance et notre intégrité.

"Aujourd'hui, nos moyens nucléaires sont organisés en deux composantes. La force océanique stratégique nous donne la capacité de frappe partout où la menace suprême pourrait se manifester. Depuis le lancement du sous-marin nucléaire lanceur d'engins "le Redoutable" le 28 janvier 1972, jusqu'à l'admission au service actif du sous-marin de nouvelle génération "le Terrible" en septembre 2010, nous avons toujours été en capacité d'assurer la défense de notre pays. Aujourd'hui les sous-marins de nouvelle génération assurent la permanence de notre dissuasion. Cette composante est modernisée, puissante et ses moyens de frappe contribuent à faire de la France un pays respecté. Elle est l'ultima ratio. Nous maintiendrons sa capacité et sa crédibilité.

La composante aéroportée offre au décideur politique, c'est-à-dire au président de la République, les alternatives, les complémentarités et les capacités d'adaptation indispensables dans un monde et face à des acteurs en perpétuelle mutation. L'armée de l'air française dispose à présent, avec le Rafale équipé du missile ASMP-A, de ce qui se fait de plus performant dans le domaine aérien. Les derniers exemplaires, équipés de la tête nucléaire aéroportée, ont été livrés en 2011. Depuis 2010, la capacité nucléaire aéroportée modernisée est opérationnelle sur le porte-avions Charles de Gaulle. La France, grâce à son effort soutenu, a donc fini de payer les investissements nécessaires à

cette capacité. Visible et donc démonstrative en cas de crise majeure, cette deuxième composante nous permet d'éviter toute montée mécanique vers les solutions les plus extrêmes, parce qu'elle est réversible. Nous disposons donc de moyens proportionnés et suffisants, que j'entends maintenir.

La possession de l'arme atomique crée pour la France avant tout des responsabilités et des devoirs sur la scène internationale et va de pair avec des efforts de désarmement. C'est parce qu'elle respecte pleinement ses obligations de puissance nucléaire qu'elle est fondée à combattre sans faiblesse et sans concession ceux qui, dans le monde, ont engagé des programmes dangereux pour sa stabilité. Je ne relâcherai donc en rien les efforts pour résoudre, avec nos partenaires, les crises de prolifération en Iran ou en Corée du Nord. Je veux contribuer à ce que le droit, les traités et les décisions du Conseil de sécurité soient pleinement respectés.

Même si elle ne doit jamais cesser de s'adapter, je serai le garant de la capacité de dissuasion nucléaire de la France. C'est une prérogative spécifique du président de la République : je la revendique et l'assume pleinement.

(Tribune publiée dans "le Nouvel Observateur" du 22 décembre 2011)

Eva JOLY

Au 23 janvier 2012, nous n'avons pas reçu de réponse d'Eva Joly.

Toutefois, Eva Joly s'est déclarée à plusieurs reprises "*candidate de la sortie du nucléaire civil et militaire*". La première fois à Paris devant ses partisans, le soir du 1er avril 2011, puis le lendemain devant le Conseil fédéral transitoire d'EELV et une foule de micros et de caméras.

En juin 2011, elle cosignait avec Jean-Marie Matagne une tribune libre intitulée : "[Sortir du nucléaire civil ne suffit pas](#)", publiée par le quotidien *Ouest France* dans ses éditions départementales des 8 et 9 juin. Elle se concluait ainsi :

"...la France enfreint le droit international en consacrant chaque année plusieurs milliards d'euros à développer de nouvelles armes nucléaires. Cela nous a conduits à poser au président de la République la question (...) Nous lui avons demandé de poser cette question par référendum au peuple français, qui n'a jamais été consulté. S'il ne le fait pas, son successeur devra le faire. Les candidats devront s'y engager. Et le peuple français pourra enfin s'informer, débattre et choisir en connaissance de cause le seul moyen de survie possible pour l'humanité, France comprise : l'abolition des armes nucléaires."

A notre connaissance, la dernière déclaration d'Eva Joly sur le nucléaire militaire remonte au 24 octobre 2011, [à l'adresse des Etats généraux pour un monde vivable \(EGMV\)](#) : "*Les élections de 2012 sont très importantes pour permettre à la France de sortir du nucléaire civil et pour prendre le leadership dans le désarmement nucléaire... Vous pouvez compter sur moi, si je suis élue présidente de la République, pour commencer les négociations de désarmement et pour initier un référendum sur le sujet... Un référendum bien conduit peut lier le gouvernement actuel et le gouvernement futur.*"

C'était avant [l'accord électoral PS-EELG](#) et avant la tribune libre de François Hollande reproduite ci-dessus, à laquelle Eva Joly n'a pas, à notre connaissance, souhaité réagir.

Désarmement nucléaire : les candidats à la présidentielle prennent position

Le 2 avril 2011, le Conseil fédéral d'EELV avait adopté la résolution suivante :

"EELV mandate la candidate ou le candidat qui la représentera dans la campagne présidentielle de 2012 pour placer le désarmement nucléaire au coeur de son programme.

"EELV fera de la participation de la France au processus d'abolition des armes nucléaires l'un des points fondamentaux de ses programmes législatif et présidentiel, mais aussi l'un des engagements demandés au candidat ou à la candidate susceptible de représenter la gauche au 2e tour de l'élection présidentielle de 2012."

Le 8 janvier 2012, Eva Joly déclarait sur BFMTV que François Hollande était *"notre champion"* afin de *"gouverner le pays rassemblés"*. Plus tard, revenant sur cette déclaration, le directeur de la rédaction de RMC, Christophe Jakubyszyn, lui demandait ce qu'elle ferait de l'armement nucléaire si elle était élue. Elle lui répond : *"Aujourd'hui, il y a un programme de montée en puissance. Il y a un programme de 16 milliards pour renouveler les armes nucléaires à terme. Je pense que nous allons négocier la sortie de l'armement nucléaire."* En combien de temps ? *"C'est un sujet international. Nous n'allons pas désarmer unilatéralement. Je veux négocier."* *"...En attendant on ne va pas continuer à augmenter [le matériel] mais il faut le maintenir. Je gagne deux milliards sur cet armement."* Voir [After RMC](#) à 9' 40".

Reste à savoir ce que fera "notre champion", pour qui la capacité de dissuasion nucléaire *"ne doit jamais cesser de s'adapter"*, et qui, loin d'évoquer une quelconque perspective de désarmement - pourtant présente dans l'accord PS-EELV - s'engage à exercer pleinement, une fois élu président de la République, sa "prérogative" nucléaire.

RAPPEL : Présidentielle 2007

[Ségolène Royal réprovoque la prolifération horizontale mais approuve la prolifération verticale](#), 5 mars 2007

[LETTRE OUVERTE aux candidates et candidats à la présidence de la République et au PC Jupiter](#), 5 avril 2007

[Désarmement nucléaire et référendum : les positions des candidats](#), 13 avril 2007

Comprenant une lettre de François Hollande, secrétaire national du PS, en date du 17 novembre 2006.

[Scoop : A la veille du 1er tour, Nicolas Sarkozy écrit à ACDN pour préciser son programme de défense](#), 20 avril 2007

[Lettre ouverte aux candidats et aux responsables socialistes](#), 18 mai 2007